

Police « Pas assez d'effectifs sur la côte »

Le responsable d'un des principaux syndicats exige un nouveau mode de calcul pour les commissariats de la Côte fleurie.

Pas assez de policiers sur la côte

Celui qui a régulièrement le ministre Gérard Colomb au téléphone n'a pas mâché ses mots, mardi lors de sa visite au commissariat de Caen. Yves Lefebvre, secrétaire général d'Unité SGP police Force ouvrière (2^{ème} syndicat chez les policiers), a pointé la « **grosse problématique du Calvados : le nombre de fonctionnaires est déterminé selon la population hivernale. C'est aberrant sur la Côte fleurie, avec l'afflux touristique l'été et, désormais, l'implantation du Village des marques à Honfleur** ».

Dives et Deauville recevaient, il y a quelques années, « six policiers en renfort l'été, maintenant, ce n'est plus qu'un ou deux ». Sans compter qu'« il n'y a plus de CRS déployés sur les plages ». Le patron de la police du Calvados n'a pas souhaité réagir à ces déclarations.

Retour de la Paf ?

Autre lacune pointée par Unité SGP dans notre département : l'absence d'une direction de la Paf (Police aux frontières). Il y a bien un petit service détaché (sept fonctionnaires), « **mais qui interviennent surtout sur le travail dissimulé** ». Avec la multiplication des migrants qui tentent de prendre le ferry à Ouistreham, les escortes vers les centres de rétention administrative ou les aéroports se multiplient. « **C'est à la Paf de les assurer mais ils ne sont pas assez nombreux. Donc on prend trois policiers au commissariat de Caen pour emmener une personne...**

Trois policiers en moins sur le terrain ! »

Yves Lefebvre n'hésite pas à proposer que ces personnes soient plutôt escortées par des agents de sécurité privée, « **si elles ne sont pas identifiées comme dangereuses** ».



Ruddy Sergeant, responsable départemental, et Yves Lefebvre, responsable national, du syndicat UNITÉ SGP POLICE Force ouvrière, au commissariat central de Caen, hier.

Travail de nuit

Le syndicat, qui revendique la défense des « **ouvriers de la police** » (commissaires et officiers n'y sont pas représentés) prépare les élections professionnelles les 30 novembre et 6 décembre. En exigeant notamment que le travail de nuit soit « **mieux reconnu** ».

Laurent NEVEU.